

RAPPORT DU GIEC : LES ENJEUX POUR GAGNER LA TRANSFORMATION SOCIALE ET LA TRANSITION ENVIRONNEMENTALE

Depuis de nombreuses années, la CGT défend **le droit à un développement humain durable**. Ce dernier, aux antipodes du développement économique actuel, capitaliste dérégulé, implique d'agir pour la mise en œuvre de nouvelles politiques publiques fondées sur la revalorisation du travail et la préservation de l'environnement, en conjuguant les enjeux sociaux et environnementaux¹.

Le dernier rapport du GIEC, organe international scientifique indépendant **donne à nouveau raison à la CGT**.

Tout comme la CGT ne cesse de clamer que **la fin du monde et la fin du mois sont un seul et même combat** ou encore, qu'il n'y aura pas d'emplois sur une planète morte, le GIEC affirme qu'il n'y aura pas de transition écologique sans justice sociale. Alors que la CGT affirme sans relâche que **la cause du réchauffement climatique et de ses effets en termes de santé et d'aggravement des inégalités sociales a pour principale origine le mode de production capitaliste**, le GIEC l'établit à son tour, pour la seconde fois depuis l'été dernier, et dénonce **l'insuffisance des gouvernements à prendre des décisions fermes et de rupture avec la logique capitaliste**.

Les négociations extrêmement longues avec les différents États pour parachever la publication du « résumé à l'attention des décideurs » suffisent à montrer qu'**à l'échelle de la planète, la préservation des intérêts économiques et des puissants prime encore sur l'urgence sociale et environnementale**.

Pour la CGT, c'est un signal supplémentaire pour **poursuivre la lutte avec détermination, chaque jour et en tout lieu, aux côtés des travailleurs pour défendre la possibilité d'un autre monde, d'une autre société et imposer des alternatives de dé-**

veloppement respectueuses de l'humanité et de la nature. D'autant que les préconisations adressées par le GIEC aux « décideurs » rencontrent parfaitement les revendications et luttes de la CGT qu'il s'agisse de la question de l'énergie, de l'aménagement des territoires, du renouveau industriel, de l'accès à l'eau, de la défense des écosystèmes et de l'agriculture ou encore des politiques publiques et des investissements nécessaires.

Les réponses de la CGT sur ces questions sont ancrées dans la réalité des travailleurs.

Aussi, **pour la CGT, conquérir la transition sociale et écologique équivaut à répondre aux urgences environnementales en se battant pour :**

- **Préserver les emplois et en créer ;**
- **Gagner plus d'emplois de qualité et de droits sociaux pour tous ;**
- **Permettre de retrouver du sens au travail ;**
- **Développer des politiques publiques ambitieuses, contrôlées démocratiquement.**

C'est un combat long, de tous les jours et sur tous les fronts car le capitalisme est tenace et insidieux : il récupère nos mots (comme la planification) et détourne les enjeux de l'urgence sociale et environnementale pour asseoir sa politique d'austérité (assèchement des politiques publiques, délocalisations, mise en concurrence des territoires et des travailleurs entre eux).

Ce document s'attache à montrer les enjeux de ce combat.

Gagner la transformation sociale et la transition environnementale, c'est urgent et c'est possible, ensemble !

Véronique MARTIN
Secrétaire confédéral

1. Voir repère revendicatif n°31 «développement humain durable» disponible sur cgt.fr

Les dix chiffres à retenir du dernier rapport du Giec sur le changement climatique

Le Giec vient de publier le deuxième volet de son 6e rapport d'évaluation sur le changement climatique, après un premier volet paru en août dernier. Une fois encore, les scientifiques alertent sur les nombreux impacts du changement climatique aujourd'hui et à venir. Aucun écosystème n'est épargné. Tout "retard supplémentaire" dans la lutte contre le changement climatique laissera filer la petite chance d'assurer à l'humanité un "avenir viable", ont mis en garde les experts climat de l'ONU.

Infographie

En 2021, nous étions déjà à



+1,1°C

de réchauffement climatique depuis l'ère pré-industrielle.

D'ici 2030



Jusqu'à 132 millions

de personnes pourraient basculer dans l'extrême pauvreté

Et les impacts se font déjà sentir

3,3 à 3,6 milliards

d'humains vivent déjà dans un contexte de forte vulnérabilité au changement climatique, soit environ la moitié de la population mondiale

Et d'ici 2050

1 milliard

d'habitants des régions côtières menacés par la montée des eaux ou les submersions marines

En Europe, le réchauffement va augmenter plus vite que la moyenne

30 000 morts/an

d'ici 2050 à cause des vagues de chaleur extrêmes, dans un scénario 1,5°C et jusqu'à trois fois plus si le réchauffement atteint 3°C

La France est un des pays européens les plus menacés

4 000 morts/an

en raison des vagues de chaleur extrême si les émissions de gaz à effet de serre restent élevées

Les impacts sur la biodiversité vont aussi être très importants

Pourcentage des espèces à haut risque d'extinction en fonction de la hausse de la température

+1,5°C

entre 9% et 14% des espèces impactées

+2°C

entre 10% et 18% des espèces impactées

+3°C

entre 12% et 29% des espèces impactées

+4°C

entre 13% et 39% des espèces impactées

Les conséquences sur l'agriculture



8%

des terres actuellement cultivables ne le seront plus d'ici 2100

Les conséquences sur les infrastructures

10 000 milliards \$

la valeur des infrastructures menacées dans des zones sujettes à des inondations exceptionnelles - "une tous les 100 ans" dans un scénario modéré d'émissions.

Quels objectifs de protection ?



30 à 50 %

des terres et des mers doivent faire l'objet d'une protection

Or aujourd'hui, moins de

- 15 % des terres
- 21 % des écosystèmes d'eau douce
- et 8 % des océans sont protégés

RÉALISATION : CONCEPCION ALVAREZ
SOURCES : GIEC

novethic

LES PRINCIPALES RECOMMANDATIONS DU GIEC « À L'ATTENTION DES DÉCIDEURS »

Le GIEC considère qu'il faut inverser la courbe des émissions de gaz à effet de serre (EGES ²) d'ici 2025 si l'humanité veut préserver une planète « vivable », en visant un réchauffement à +2°, l'objectif des 1,5° issu des Accords de Paris étant désormais inatteignable. Comme le revendique la CGT, le GIEC considère qu'il faut instamment rompre avec nos modes de production et de consommation capitalistes. Pour entrer dans « la sobriété de la demande », les experts du GIEC préconisent un changement « systémique » dans l'ensemble des secteurs de production et plus particulièrement dans celui de l'énergie, de la construction des villes et de l'agriculture. La question des investissements est également une priorité.

1. Le secteur de l'énergie à l'épreuve du dérèglement climatique

LES FAITS³ :

- En 2019, 34% des EGES proviennent de l'approvisionnement en énergie.
- Depuis un siècle, la consommation d'énergie a été multipliée par 8 en France, et par 15 dans le monde.
- Basés sur les énergies fossiles, les modes de production et de consommation de l'énergie sont devenus insoutenables : ils épuisent les ressources naturelles, sont des facteurs importants de pollution et participent à l'effondrement des écosystèmes, tout en intensifiant une fracture sociale en termes d'accès à l'énergie dont le prix ne cesse de croître pour les ménages.
- En 2019, en France, 11,9% des ménages soit 3,5 millions de ménages étaient en situation de précarité énergétique⁴.
- Dans les pays en développement, 2 milliards de personnes n'ont toujours aucun accès à l'énergie, indispensable à la satisfaction des besoins humains fondamentaux (santé, éducation, mobilité, travail...)⁵.

2 . Indicateur des émissions de gaz à effet de serre sur l'ensemble du cycle de vie.

3 . Rapport du GIEC

4 . Observatoire National de la Précarité Énergétique, 2020

5 . Tracking SDG7, The Energy Progress Report

LES CAUSES :

• **La libéralisation du marché de l'énergie**

Depuis 1999, l'exploitation d'une partie des énergies fossiles (gaz, propane) a été abandonnée au marché libéral et leurs prix ont par conséquent connu de très fortes évolutions. Les prix de l'électricité – celle-ci a été libéralisée et laissée à la main du marché –, ont fortement augmenté. Entre 2009 et 2016, ceux-ci ont augmenté plus rapidement que l'inflation (+ 4,3 % par an contre + 0,5 %)⁶.

• **Les délocalisations de production**

L'empreinte carbone de la France est 1,45 fois (en 2020) plus importante que ses émissions territoriales en raison des volumes d'importations : le pétrole est importé à 66% d'Arabie saoudite et du Kazakhstan; le charbon provient en grande partie d'Afrique du Sud ; le gaz de la Russie (11%) ; 70% des biocarburants proviennent de Belgique, d'Espagne et des Pays Bas⁷.

• **Le manque d'investissements en recherche & développement**

L'objectif fixé au niveau européen de 3 % du PIB, dont 1% pour la recherche publique n'est toujours pas atteint alors qu'il a été fixé en 2002 par la stratégie de Lisbonne et confirmé en 2010 par celle d'Europe 2020.

LES PRÉCONISATIONS DU GIEC :

- Réduction substantielle des énergies fossiles : stopper le recours au charbon, réduire l'usage du pétrole de 60% et l'usage du gaz de 70% d'ici 2050 par rapport à 2019 ; réduire le méthane de 45% d'ici 2050.
- Électrification massive avec une électricité provenant de sources zéro ou bas carbone et recours aux carburants alternatifs, sans le faire au détriment des milieux naturels.

Pour la CGT, réussir la transition énergétique c'est reconquérir l'énergie comme un « bien commun » au

cœur de nos modes de production et de vie

La CGT revendique un service public de l'énergie, avec des filières industrielles stratégiques sous maîtrise publique, en mesure de conforter et de créer des emplois de qualité, permettant :

- La reconversion de nos modes de production pour atteindre une baisse conséquente et durable des énergies carbonées par le recours à un mix énergétique où les sources d'énergie disponibles les moins émettrices de gaz à effet de serre doivent toutes trouver leur place ;
- Un droit fondamental d'accès à l'énergie pour toutes et tous.

CELA NÉCESSITE :

- D'anticiper avec l'ensemble des travailleuses et des travailleurs l'évolution des emplois et les besoins en formation, voire la mutation de certains métiers et les reconversions quand cela est nécessaire, en saisissant l'opportunité de valoriser le travail dans son contenu et sa rémunération ;
- De lutter contre les délocalisations et les fermetures de sites industriels (tels que raffinerie Grandpuits Total, Bosch, la SAM, la Française de mécanique, Knorr, la centrale thermique de Gardanne, la centrale thermique de Cordemais...) et sur la base de projets CGT.
- De favoriser les circuits courts, les relocalisations et l'économie circulaire ;
- De mobiliser des moyens publics suffisants en R&D pour accélérer la mise en œuvre de la transition écologique en développant l'innovation et les alternatives aux modes de production actuels.

► **En savoir plus : journée d'étude CGT du 18 novembre 2021 sur les enjeux sociaux et environnementaux de l'énergie (vidéos des dabs sur cgt.fr et compte rendu dans le Peuple n°1768 - janvier 2022)**

2. Adapter les villes au réchauffement climatique

LES FAITS⁸ :

- Les villes concentreront 70% de la population mondiale en 2050⁹.
- Elles sont à l'origine aujourd'hui de 70% des EGES mondiales.

- En France 45 % de l'énergie est consommée par le secteur du bâtiment, et il émet environ 25 %
- des gaz à effet de serre.
- Le transport représente 23% des émissions de CO2 et pourrait atteindre 50% d'ici 2050.

6 . INSEE, <https://www.insee.fr/fr/statistiques/3973175>

7. <https://www.science-environnement.com/pollutions-environnementales/energie-en-france-les-chiffres-cles-production-importations-prix>

8 . Rapport GIEC

9 . <https://www.un.org/fr/un75/shifting-demographics>

- La pollution aux particules fines est responsable de 48300 morts en France par an, soit 9% des décès. On dénombre 13% des décès dans les grandes villes, 7% dans les campagnes¹⁰.

LES PRÉCONISATIONS DU GIEC :

Les villes, en concentrant les bâtiments, les transports, les espaces verts, sont des « occasions d'accroître l'efficacité des ressources et de réduire considérablement les émissions de gaz à effet de serre ». Il faut construire des villes « compactes et accessibles à pied ».

POUR LA CGT, RÉPONDRE À L'URGENCE ENVIRONNEMENTALE DANS LES VILLES C'EST RÉDUIRE LES FRACTURES TERRITORIALES EN RENDANT EFFECTIF LE DROIT À LA VILLE POUR TOUS EN :

- Construisant des logements accessibles et durables ;
- Offrant des modes de transports variés, écologiques et abordables ;
- Garantissant l'égalité d'accès et la proximité de services publics de qualité en termes de transports, de soins, d'éducation, de loisirs et de culture.

CELA NÉCESSITE :

- De réorienter les politiques budgétaire et fiscale et de décider de financements nouveaux avec l'appui d'un service public de l'habitat et du logement permettant notamment :
 - Une production de logements suffisante, prenant en compte les évolutions techniques de construction pour un développement durable et bien réparti dans les territoires ;
 - L'entretien et la réhabilitation thermique du parc de logements existants avec des financements adaptés aux besoins pour réduire efficacement la facture énergétique des ménages ;
- Amplifier et massifier la rénovation thermique des logements publics et privés et des bâtiments publics ;
- Développer des transports publics attractifs et accessibles dans les métropoles et dans les territoires ruraux ;
- Créer un pôle public des transports permettant un maillage multimodal répondant aux besoins sociaux et environnementaux, avec un volet ferroviaire important, pour les marchandises comme pour les voyageurs.

3. La transition sociale et écologique de l'agriculture, de l'alimentation et des sols

LES FAITS¹¹ :

- Les systèmes alimentaires sont à l'origine de plus de 40% des EGES.
- L'agriculture mondiale produit déjà assez pour 12 milliards d'habitants, mais près d'un milliard de personnes souffrent de malnutrition tandis que d'autres surconsommation, gaspillent et souffrent de plus en plus de maladies graves. Bien se nourrir est aujourd'hui le privilège d'une minorité de nos concitoyens : l'accès à des produits de qualité est inégalitaire et fonction des revenus.
- 43 millions d'hectares de forêts ont disparu entre 2004 et 2017. En 2021, l'Amazonie a perdu son rôle protecteur de réservoir de carbone, une grande partie de son bassin émettant désormais du CO₂¹².

LES CAUSES :

L'agriculture intensive ou l'agrobusiness est responsable d'environ 40 % de la déforestation mondiale. À cela s'ajoutent les incendies volontaires pour déboiser, fertiliser les sols ou les commercialiser, ainsi que le trafic de bois illégal.

LES PRÉCONISATIONS DU GIEC :

- Reboiser et reconstituer des forêts primaires ;
- Développer les couverts végétaux ;
- Réduire l'artificialisation des sols et reconvertir des terres agricoles.

10 . Santé publique France

11 . Rapport GIEC

12 . WWF, 2020

POUR LA CGT, LA DÉFENSE DE LA BIODIVERSITÉ ET LA VALORISATION DES EMPLOIS AGRICOLES SONT DES ENJEUX DE JUSTICE SOCIALE :

- L'avenir de la biodiversité intéresse directement celui des travailleurs, tant du point de vue de leurs conditions de vie que de l'emploi : aujourd'hui, plus de 55% du PIB mondial dépend de la bonne santé des écosystèmes (fertilité des sols, pollinisation, qualité de l'eau, etc.).
- La valorisation des formations et des métiers agricoles répond à l'urgence de santé publique d'un égal accès de tous à une nourriture saine.
- Préserver les sols et la biodiversité c'est aussi favoriser les relocalisations de savoir-faire, les circuits courts et le développement de « puits de carbone » capables d'absorber du CO2.

CELA NÉCESSITE :

- De combattre le démantèlement du ministère en charge de l'Écologie, qui a perdu un tiers de ses effectifs en 10 ans, et le transfert de la gestion de la transition écologique aux préfets, aux collectivités locales et au secteur privé ... Il est urgent de renforcer ce ministère, d'assurer son indépendance et de renforcer son rôle moteur pour impulser les transitions écologiques dans tous les domaines : industrie, transports, biodiversité et eau, etc. De même pour les ministères en charge de l'Agriculture, des Forêts, de la Mer, de la Justice ;

- De combattre la privatisation de l'Office national des forêts, et la surexploitation mercantile de nos forêts tant publiques que privées ;
- De renforcer les effectifs des collectivités territoriales, dans un esprit de complémentarité avec les services de l'État, pour renforcer à tous les niveaux les politiques de transition écologique ;
- De combattre l'artificialisation excessive des sols : Triangle de Gonesse, implantations de plateformes logistiques type Amazon, etc. ;
- De relocaliser et de diversifier les systèmes alimentaires en lien avec les besoins locaux. Cela passe par des soutiens publics plus importants au développement de l'agriculture biologique, des circuits courts et des filières longues relocalisées : abattoirs et commerces de proximité, approvisionnement local et bio de la restauration collective.
- De garantir un revenu décent aux paysans par la régulation et la répartition des volumes de production et l'élaboration d'une loi interdisant l'achat en dessous du prix de revient. Une refonte en profondeur de la politique agricole commune est impérative ; sa mise en œuvre doit être plus démocratique et transparente. Les services publics en zone rurale doivent être renforcés et redéployés.

4. Pas de transition écologique juste sans investissements et sans l'encadrement de politiques publiques d'envergure

LES FAITS :

- L'inaction des dirigeants a un coût humain, social et environnemental certain : développement des pathologies chroniques ou aiguës, des pandémies, perte de 80 millions d'emplois dans le monde¹³. À l'inverse, l'OIT considère que 60 millions d'emplois peuvent être créés dans le monde par la transition écologique dont 18 millions par la seule mise en œuvre de la transition énergétique¹⁴.
- Selon le GIEC, les flux financiers en faveur de la transition sont 3 à 6 fois trop faibles par rapport aux besoins. Pire, les financements publics et privés pour la production d'énergies fossiles restent supérieurs à ceux alloués à l'adaptation et à l'atténuation du changement climatique. Or, le GIEC considère que si la transition était mise en œuvre dès aujourd'hui, le PIB serait à peine quelques pourcents inférieurs en 2050 et ce, sans prendre en compte les bénéfices économiques de réduction des coûts de l'adaptation et de l'évitement des impacts climatiques.

LES PRÉCONISATIONS DU GIEC :

- Investir massivement pour l'avenir ;
- Orienter les flux financiers vers la transition écologique ;
- Engager des politiques publiques ambitieuses et cohérentes à l'échelle mondiale.

POUR LA CGT, LES MOYENS EXISTENT POUR FINANCER LA TRANSITION SOCIALE ET ENVIRONNEMENTALE. UN PLAN DE RUPTURE EST NÉCESSAIRE POUR L'APPLIQUER :

- Mettre en œuvre une réforme fiscale : l'empreinte carbone évolue de concert avec le niveau de vie.
- Cela justifie une baisse des impôts proportionnels (TVA) et une hausse des impôts progressifs (impôt sur le revenu) ainsi que le rétablissement d'un véritable ISF qu'il faut rendre progressif ;

13 . Estimation de l'OIT avant la pandémie

14 . http://www.oit.org/global/about-the-ilo/newsroom/news/WCMS_181803/lang--fr/index.htm

- Prendre en compte l'impact environnemental des entreprises dans leurs conditions de financement ainsi que pour fixer leur taux de cotisations sociales ;
- Supprimer les aides et exonérations fiscales des entreprises contraires aux intérêts environnementaux (exonérations sur le kérosène, remboursement du gazole routier aux entreprises et du gazole non routier du BTP) ;
- Taxer les transactions financières et orienter les recettes vers la lutte contre le réchauffement climatique, l'érosion de la biodiversité ...
- Interdire le versement des dividendes pour les entreprises qui ne respectent pas les objectifs de réductions d'émissions de gaz à effet de serre ;
- Conditionner les aides publiques à des enjeux sociaux et environnementaux précis et vérifiés ;
- Flécher l'épargne vers des projets respectueux de l'environnement et mettre fin au financement de grands projets destructeurs de l'environnement ;
- Refuser de négocier et de ratifier de nouveaux accords commerciaux de « libre-échange », qui mettent à mal les normes protectrices pour les travailleurs et la planète et favorisent le dumping social et environnemental ;
- Renforcer et instaurer des normes sociales, environnementales et fiscales, à l'échelle nationale et européenne, comme conditions impératives aux importations et renforcer les administrations chargées des contrôles qui doivent disposer des moyens humains appropriés ;
- Instaurer une taxe sur les importations selon leurs émissions carbone (pour la France, selon l'INSEE la part des émissions carbone associée aux importations dépasse 50% du total des émissions du pays) ;
- Constituer un pôle financier public, afin de mettre la création monétaire au service des besoins de la transition...

Les besoins annuels de financement pour atteindre la neutralité carbone en France sont estimés entre 45 et 85 milliards d'euros jusqu'en 2033. Cela représente entre 2 à 3,7 points de produit intérieur brut (PIB). Or, l'inaction climatique coûte deux fois plus cher. Voici quelques pistes de financement concrètes pour réussir la transition sociale et environnementale :

- **Entre 60 et 80 milliards d'euros par an, c'est le montant estimé de la fraude et l'évasion fiscale sans même compter l'optimisation fiscale.**
- **150 milliards d'euros par an d'aides publiques aux entreprises sont distribuées chaque année sans contrôle ni demande de contreparties.**
- **21 milliards d'euros par an de cadeaux fiscaux sont accordés aux entreprises**
- **70 milliards d'euros ont été versés aux actionnaires des entreprises du CAC40 en 2021.**
- **Total a réalisé 14 milliards d'euros de profits en 2021**
- **La transformation de l'Impôt sur la fortune en impôt sur la fortune immobilière coûte environ 3,5 milliards d'euros par an aux finances publiques.**
- **La part des salaires dans la création de richesse (Valeur ajoutée brute des sociétés non-financières) a baissé de 5, 5 points en 40 ans. Cela représente 60 milliards d'euros supplémentaires par an pour les profits.**